

La nature changeante de la pauvreté et l'inégalité croissante

Nisha Arunatilake, Institut d'études politiques du Sri Lanka

Messages clés



La complexité et les seuils de pauvreté sont modifiés par les tendances technologiques, économiques, environnementales et sociales, ce qui rend l'élimination de la pauvreté plus difficile.



L'un des principaux obstacles à la réduction de la pauvreté reste la difficulté de la mesurer, ce qui empêche l'élaboration de politiques bien informées.



Les partenariats aux niveaux local, national et mondial sont importants pour améliorer la capacité à lutter contre la pauvreté à différents niveaux et réduire les privations causées par des problèmes systémiques.



Les politiques visant à éradiquer la pauvreté devraient se concentrer sur les pratiques exemplaires internationales, donner la priorité aux domaines où l'on peut avoir le plus d'impact et être sensibles aux nouvelles formes de défavorisation.



Les politiques visant à améliorer les résultats en matière d'éducation, de santé et d'emploi doivent également s'attaquer aux nouvelles formes de défavorisation dues à l'évolution technologique et s'appuyer sur des données actualisées.

En 2015, 736 millions de personnes (10 % de la population mondiale) vivaient dans l'extrême pauvreté, survivant avec moins de 1,90 \$ US par jour (Nations Unies, 2019). L'extrême pauvreté est plus élevée dans les pays les moins avancés, les pays enclavés et les pays touchés par des conflits. Environ 79 % des pauvres du monde vivent dans des zones rurales (Nations Unies, 2019). Bien que les pauvres vivent principalement dans des pays à faibles revenus, il y a aussi des personnes extrêmement pauvres dans d'autres endroits. Par exemple, l'Inde et le Nigeria, les deux pays comptant le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, ne sont pas classés comme des pays à faible revenu (Katayama & Divyanishi, 2020).

Le revenu seul ne détermine pas le bien-être des personnes. De nombreuses situations de défavorisation sont causées par des facteurs qui échappent à leur contrôle. Les changements démographiques, les catastrophes naturelles (comme la pandémie de COVID-19 en cours) et les changements climatiques ralentissent les progrès en matière de réduction de la pauvreté. De récentes tentatives de mesure de la pauvreté ont montré qu'elle est beaucoup plus élevée que les estimations qui ne tiennent compte que des revenus. De 2008 à 2018, 23 % des habitants des pays en développement étaient des pauvres multidimensionnels. Il s'agit d'une mesure de la pauvreté qui tient compte de la santé, de l'éducation et du niveau de vie (Programme des Nations Unies pour le développement et Oxford Poverty and Human Development Initiative, 2019). Le faible niveau de vie, une mesure composite qui tient compte de l'accès au combustible de cuisson, aux installations sanitaires, à l'eau potable, à l'électricité, au logement et aux biens, est le facteur qui contribue le plus à la pauvreté multidimensionnelle dans les pays en développement. Dans toutes les régions, la part de la population touchée par la pauvreté multidimensionnelle est la plus élevée en Afrique subsaharienne (58 %) et en Asie du Sud (31 %).

Les efforts d'éradication de la pauvreté dans le monde s'appuient désormais sur de meilleures connaissances, données et analyses de ses causes et ne mettent plus l'accent sur la suffisance du revenu. Avec le temps, il est devenu évident que l'éradication de la pauvreté nécessite l'accès à de bons emplois et à des finances publiques efficaces pour améliorer l'accès aux équipements de base. En outre, l'environnement économique, social, politique, culturel et naturel des gens détermine également la facilité avec laquelle il est possible d'éradiquer la pauvreté. Le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague en 1995 a marqué un tournant dans le programme mondial d'éradication de la pauvreté (Nations Unies, 1995). Ce sommet a reconnu la nature multidimensionnelle de la pauvreté et la nécessité de partenariats mondiaux, nationaux et locaux pour l'éradiquer.

En 2000, sous l'impulsion des Nations Unies, les dirigeants mondiaux se sont mis d'accord sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)¹, un cadre de huit objectifs visant à mettre fin à la pauvreté et aux situations de défavorisation qui y sont liées d'ici 2015. Dans les OMD, on reconnaît l'importance des approches systémiques pour éradiquer la pauvreté, et les efforts concertés déployés au cours des quinze premières années du millénaire ont été couronnés de succès. Cependant, en 2015, le programme d'éradication de la pauvreté reste inachevé.

Il était évident dès 2015 que la croissance et l'égalité sont les principaux moteurs de la réduction de la pauvreté; un programme d'éradication de la pauvreté doit non seulement se concentrer sur la fourniture de services aux pauvres, mais aussi sur des stratégies de croissance qui leur sont bénéfiques. En septembre 2015, les dirigeants mondiaux ont donc poursuivi le programme de développement commencé avec les OMD avec les Objectifs de développement durable (ODD), une nouvelle série d'objectifs de grande envergure à atteindre d'ici 2030 en favorisant la prospérité, la paix et la protection de la planète. Les ODD comprennent 17 objectifs et 169 cibles associées et spécifiques. Contrairement aux OMD, les ODD reconnaissent que la croissance, l'innovation, l'accès à un travail décent, la réduction des inégalités, l'accès aux services et aux infrastructures, la protection de la planète, la viabilité des collectivités et des villes sont des éléments importants pour améliorer la vie des gens. En outre, compte tenu que de nombreux pauvres dans le monde vivent dans des pays à revenu moyen et élevé, ils s'appliquent à tous les pays.

L'un des principaux obstacles à l'éradication de la pauvreté est de déterminer qui sont les pauvres. La pauvreté a été mesurée à l'aide de divers indicateurs, y compris des repères monétaires. Cependant, l'argent seul ne peut pas acheter toutes les ressources qui améliorent le niveau de vie (*Piecing together the Poverty Puzzle*, 2018). Par exemple, les gouvernements facilitent la disponibilité de services d'éducation et de santé de qualité et abordables. La qualité des services offerts et leur accessibilité pour les personnes déterminent si l'argent peut acheter ces services. En outre, on ne peut pas acheter sur le marché des environnements propres et des communautés sûres. Ces éléments sont déterminés par les politiques, les pratiques socioculturelles et le comportement des personnes. En outre, l'inégalité du développement humain entre les sexes, les ethnies et les lieux est également un facteur déterminant des normes sociales, de la culture et des politiques de développement.

¹ Les OMD sont les suivants : 1) éradiquer l'extrême pauvreté et la faim; 2) assurer l'éducation primaire pour tous; 3) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4) réduire la mortalité de l'enfant de moins de cinq ans; 5) améliorer la santé maternelle; 6) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; 7) assurer un environnement durable; 8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement (Nations Unies, 2015).

L'Indice du développement humain (IDH) a été l'une des premières tentatives d'intégrer la nature multidimensionnelle de la pauvreté au niveau national (PNUD, 2020). Élaboré en 1990, l'IDH tient compte de la santé, de l'éducation et du revenu pour calculer le développement humain dans un indice composite. En 2010, dans le cadre de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), on a développé un nouvel indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) mondial. L'IPM est un indice composite qui rend compte de la défavorisation en matière d'éducation, de santé et de niveau de vie des personnes. Cet indice mesure la pauvreté multidimensionnelle composite ainsi que ses composantes individuelles. Par exemple, entre 2011 et 2016, la proportion de personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle en Éthiopie est passée de 88,4 % à 83,5 % (PNUD et OPHI, 2019). Si cette évolution est due à l'amélioration de toutes les dimensions de la pauvreté, des progrès importants ont été réalisés en matière d'accès à l'eau potable, aux biens et à la nutrition.

L'IPM aide également à cerner les différences de pauvreté au sein d'un même pays. Le taux de pauvreté multidimensionnelle dans les différentes provinces de l'Ouganda varie de 6,0 % à 96,3 % (PNUD et OPHI, 2019). À l'heure actuelle, faute de données, l'IPM mesure la pauvreté multidimensionnelle au moyen de 10 indicateurs. Bien que la méthodologie puisse inclure d'autres indicateurs, un manque de données empêche d'étendre la mesure à d'autres éléments importants de la pauvreté au niveau mondial. Dans ce contexte, le présent dossier aborde d'abord les tendances de l'évolution de la nature de la pauvreté et illustre la manière dont différents facteurs en modifient la complexité et les seuils en prenant comme exemples l'éducation, la santé et l'emploi.

■ **Pour mettre fin à la pauvreté, il faut des stratégies qui tiennent compte de sa complexité et de sa nature changeante**

Les efforts déployés aux niveaux mondial, national et local pour éradiquer la pauvreté ont progressé. Au niveau mondial, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, mesurée par un revenu de 1,90 \$ US par jour, est passée de 36 % en 1990 à 10 % en 2015 (Nations Unies, 2019). Cependant, les progrès ne sont pas uniformes. Dans des groupes de pays ayant des niveaux de revenus différents, la diminution de la pauvreté en général est due à la réduction des niveaux d'extrême pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu intermédiaire inférieur. La proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a baissé de 39 et 31 points de pourcentage dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu intermédiaire inférieur, respectivement (The World Bank, 2020). En revanche, les niveaux de pauvreté des pays à faible revenu n'ont baissé que de 18 % au cours de la même période. Dans l'ensemble des régions, l'Asie de l'Est et le Pacifique ont enregistré

la plus forte réduction de l'extrême pauvreté, suivis par l'Asie du Sud. La réduction de la pauvreté en Chine et en Inde, les deux pays comptant les plus grandes populations du monde, a énormément contribué à la réduction de la pauvreté en Asie de l'Est et du Sud respectivement (United Nations, 2015). En revanche, les niveaux de pauvreté en Afrique subsaharienne ont diminué à un rythme beaucoup plus faible. En outre, les taux d'extrême pauvreté restent plus élevés dans les populations rurales et dans les pays les plus touchés par les conflits et la variabilité climatique.

Les mesures de l'IPM affichent moins de progrès. Selon Sabina et Gisela (2017), sur les 5,4 milliards de personnes qui ont été évaluées à l'égard de la pauvreté multidimensionnelle en 2017, 1,45 milliard de personnes se sont avérées pauvres selon l'IPM. Cela représente 27 % des évaluations dans 103 pays. C'est en Afrique subsaharienne (65 %) et en Asie du Sud

(55 %) que l'incidence de la pauvreté selon l'IPM est la plus forte. Ces moyennes peuvent toutefois être trompeuses. L'intensité de la pauvreté dans les différents pays ayant les mêmes niveaux de pauvreté multidimensionnelle peut être très différente. Par exemple, en Asie du Sud, le Pakistan et le Bangladesh ont tous deux la même valeur d'IPM, mais l'inégalité entre les pauvres selon cet indice est plus grande dans le premier que dans le second (United Nations Development Programme and Oxford Poverty and Human Development Initiative, 2019). L'extrême pauvreté et l'IPM mentionné ci-dessus utilisent tous deux des données au niveau des ménages. Il est donc difficile d'évaluer les différences entre les sexes en matière de pauvreté. Les données disponibles suggèrent que les femmes sont plus susceptibles d'être pauvres que les hommes dans la plupart des pays (United Nations, 2015). Cela est dû à un accès inégal au travail rémunéré, aux biens tels que la terre et la propriété et à la protection sociale, ainsi qu'à des salaires inférieurs entre autres (United Nations, 2015).

Quels sont les moteurs de cette réduction de la pauvreté? En Asie, la croissance y a largement contribué (Wan & Wang, 2014). L'Asie de l'Est, en particulier, a connu une croissance rapide au cours des dernières décennies. L'extrême pauvreté en Asie est ainsi passée de 49 % en 1969 à 3 % en 2014. Toutefois, la croissance a également ralenti dans la région en raison de l'accroissement des inégalités. L'Asie est devenue plus inégale entre 1965 et 2006; l'indice de Gini est passé de 38,4 % à 42,8 %, bien que les inégalités aient diminué depuis. Le niveau de développement, le chômage, l'évolution technologique, l'urbanisation, la mondialisation et le vieillissement ont tous contribué à accroître les inégalités dans la

■

Les moyens de subsistance des pauvres sont plus susceptibles de dépendre de secteurs vulnérables aux stress climatiques tels que l'agriculture, la pêche et la sylviculture.

■

région au départ. La tendance était plus marquée pour l'Asie de l'Est, plus développée, que pour l'Asie du Sud, moins développée.

L'expérience latino-américaine suggère également que la distribution des revenus est aussi importante que la croissance pour réduire la pauvreté. Dans les années 1990, malgré une croissance modeste, la réduction de la pauvreté a été modérée, en partie en raison des fortes inégalités. Cependant, à partir de 2002, la région a connu une énorme réduction des niveaux de pauvreté, aidée par une croissance économique accompagnée d'une réduction des inégalités (Gasparini et Cruces, 2013; Bloeck, Galiani, et Weinschelbaum, 2019). La répartition des revenus a été améliorée dans la région grâce à une combinaison de réformes qui ont permis de créer de meilleurs emplois et d'améliorer les compétences des travailleurs, ainsi que de réformes de la politique sociale qui ont abouti à une meilleure protection sociale.

Plusieurs facteurs modifient la nature de la pauvreté. Premièrement, la technologie ralentit les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté en raison de l'accroissement des inégalités. Deuxièmement, les conflits ont poussé des milliers de personnes à quitter leur foyer et à se déplacer pour se livrer à des activités de subsistance marginales, les privant ainsi des produits de première nécessité. Selon les Nations Unies (2015), les conflits ont forcé plus de 60 millions de personnes à abandonner leur foyer à la fin de 2014. Troisièmement, la dégradation de l'environnement, comme les émissions de dioxyde de carbone et l'érosion de la qualité de l'eau et des sols, rend difficile l'élimination de la pauvreté. Le stress environnemental diminue le retour aux moyens de subsistance et l'accès aux besoins de base tels que l'eau et la nourriture (PNUD, 2011). Les moyens de subsistance des pauvres sont plus susceptibles de dépendre de secteurs vulnérables aux stress climatiques tels que l'agriculture, la pêche et la sylviculture (Kassa, Teferi et Delelegn, 2018). Enfin, les catastrophes naturelles (telles que la pandémie de COVID-19 ainsi que les changements et la variabilité climatiques) nuisent à la croissance des pays et aux moyens de subsistance des pauvres (Organisation des États-Unis pour l'alimentation et l'agriculture, 2019).

■ **Le développement de l'éducation doit aller au-delà de l'éducation de base pour s'adapter à l'évolution des modes de vie et des marchés**

L'accès à l'éducation s'est amélioré au fil du temps (Nations Unies, 2015). Le taux net de scolarisation primaire dans les pays en développement a atteint 91 % en 2015, soit une augmentation de 8 % depuis 2000. Le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans a aussi augmenté, passant de 83 % à 91 % entre 1990 et 2015. Les disparités entre les sexes au chapitre de l'effectif scolaire ont été réduites de manière

considérable, voire éliminées dans certaines régions pour certains niveaux d'enseignement. Entre 1990 et 2015, le nombre de filles par tranche de 100 garçons inscrits à l'école primaire est passé de 74 à 103 en Asie du Sud.

La fréquentation scolaire ne suffit pas pour éradiquer la pauvreté. L'acquisition des compétences est tout aussi importante. En 2015, 617 millions d'enfants et d'adolescents en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire de premier cycle dans le monde n'avaient pas de compétences minimales en lecture et en mathématiques (Nations Unies, 2019). Cela représente plus de 55 % des enfants de cet âge. Un tiers de ces enfants ont abandonné l'école, tandis que les autres n'avaient pas les compétences nécessaires en raison de la mauvaise qualité de l'enseignement (Nations Unies, 2019). La proportion d'enfants et d'adolescents n'atteignant pas les compétences minimales en mathématiques et en lecture était la plus élevée en Afrique subsaharienne, où plus de 84 % d'entre eux n'avaient pas les compétences de base.

Si la maîtrise de la lecture et des mathématiques est importante, les pays ont également besoin de travailleurs ayant des compétences en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques pour bénéficier des avancées technologiques et faciliter les innovations qui contribuent à maintenir la compétitivité des entreprises. Les pays plus développés ont déjà reconnu ce besoin et mettent en place des mécanismes pour surveiller et développer une main-d'œuvre plus qualifiée. Le manque d'information sur la qualité des systèmes éducatifs empêche d'investir pour améliorer les ressources et l'enseignement de ces matières. La situation est exacerbée par le fait que la petite partie des travailleurs instruits des pays en développement est activement recrutée par les pays plus développés dans la course pour attirer les personnes talentueuses, ce qui entraîne une fuite des cerveaux.

Alors que certains pays luttent encore pour parvenir à un accès universel à l'éducation et assurer des compétences de base en lecture et en écriture, le monde a progressé. L'évolution technologique transforme le marché du travail. Les emplois occupés par des travailleurs peu qualifiés sont automatisés, tandis que la demande d'emplois plus qualifiés augmente. L'accès à ces nouvelles possibilités d'emploi n'est possible que pour les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé. À cet égard, une bonne éducation est encore plus importante qu'auparavant pour accéder à de bons emplois. Une population hautement qualifiée est un élément clé qui détermine la capacité d'un pays à suivre l'évolution technologique (Forum économique mondial, 2019).

De 2010 à 2018, seuls 67 % des adultes âgés de 25 ans et plus ont effectué des études secondaires (PNUD, 2020, tableau 9). Une désagrégation plus

poussée de ces données montrent qu'il faut accorder plus d'attention aux pays en développement, et en particulier aux femmes, pour améliorer cette statistique au niveau mondial. Les données correspondantes étaient inférieures (60 %) pour les pays en développement, alors qu'elles étaient de 86 % pour les pays de l'OCDE. La disparité entre les sexes dans ces statistiques était également plus importante pour les pays en développement, les femmes étant près de 10 % moins nombreuses que les hommes (PNUD, 2020, tableau 5). La disparité dans l'accès à l'enseignement secondaire varie selon les régions. La proportion de la population âgée de 25 ans et plus ayant suivi une partie de l'enseignement secondaire était faible en Afrique subsaharienne (34 %), en Asie du Sud (51 %) et dans les États arabes (51 %) (PNUD, 2020, tableau 9). Ces chiffres étaient plus faibles pour l'enseignement supérieur. Seuls 34 % de la population en âge de suivre des études supérieures ont atteint ce niveau d'éducation dans les pays en développement, contre 75 % dans les pays de l'OCDE (United Nations Development Programme, 2020).

■ **Les systèmes de santé doivent s'adapter à l'évolution des profils épidémiologiques des pays**

Des progrès impressionnants ont été réalisés dans l'amélioration des résultats en matière de santé. Le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans est passé de 77 à 39 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 2000 et 2017 (Nations Unies, 2019). Malgré les progrès réalisés, des disparités entre les taux de mortalité des moins de cinq ans persistent. Environ la moitié des décès d'enfants de moins de 5 ans se sont produits en Afrique subsaharienne, et 30 % en Asie du Sud (Nations Unies, 2019). Le taux de mortalité maternelle a diminué de 45 % dans le monde (Nations Unies, 2015, page 26). La proportion de naissances assistées par du personnel de santé qualifié est passée de 69 de 2006 à 2012, à 81 de 2013 à 2018. Bien que des progrès soient constatés dans toutes les régions du monde, certaines régions sont à la traîne. Par exemple, de 2013 à 2018, seulement 59 % des naissances en Afrique subsaharienne ont été assistées par du personnel qualifié.

Malgré les progrès réalisés dans les mesures sanitaires susmentionnées, une série de maladies tropicales négligées (MTN) transmissibles touchent des milliards de personnes dans les pays tropicaux. L'accès limité à l'eau potable, aux installations sanitaires et à l'hygiène provoque des diarrhées, des maladies parasitaires et la malnutrition. Ces maladies coûtent des milliards de dollars aux systèmes de santé (Nations Unies, 2019). Parallèlement aux maladies transmissibles, celles non transmissibles comme les maladies cardiovasculaires, le diabète et le cancer sont en augmentation. La pollution, la mondialisation, l'évolution des modes de vie et des habitudes alimentaires modifient les profils épidémiologiques des pays. Les taux de mortalité imputables aux maladies non transmissibles

sont élevés non seulement dans les pays développés, mais aussi dans les pays en développement. En 2016, le nombre de décès chez les femmes attribuables à des maladies non transmissibles pour 100 000 personnes était plus élevé en Afrique subsaharienne (633,6) et en Asie du Sud (543,1) qu'en Europe et en Asie centrale (505,6) (PNUD, 2020, tableau 8). Le nombre correspondant de décès chez les hommes, bien qu'inférieur à celui de l'Europe et de l'Asie centrale (812,6), était assez élevé pour l'Afrique subsaharienne (684,3) et l'Asie du Sud (670,8).

La malnutrition des enfants continue de freiner les progrès dans l'éradication de la pauvreté dans le monde. Une nutrition inadéquate diminue les chances de survie, freine la croissance et la santé des enfants, et limite le développement du cerveau et la capacité d'apprentissage (Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF], 2013). En outre, la malnutrition est intergénérationnelle; les enfants de mères souffrant de malnutrition sont également plus susceptibles d'être mal nourris. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, plus d'un tiers des enfants de moins de 5 ans étaient mal nourris entre 2010 et 2018 (PNUD, 2020, tableau 8). Au sein des pays, la malnutrition est plus grave parmi les populations rurales et les pauvres. De nombreux facteurs influent sur la prévalence de la malnutrition. Les causes immédiates sont les régimes alimentaires inadéquats et les maladies. En retour, ces causes sont influencées par l'accès à des aliments nutritifs, la connaissance des aliments et des habitudes alimentaires, et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Ces causes sous-jacentes sont largement déterminées par le contexte social, politique et économique d'un pays ainsi que par les ressources dont disposent les ménages.

■ Un meilleur accès à l'emploi productif et à la protection sociale est nécessaire pour rendre le développement plus inclusif

Pour être durable, la croissance doit être inclusive (Banque mondiale, 2017). La croissance inclusive garantit qu'elle repose sur une large base et inclut tous les secteurs économiques et la plupart des forces de travail des pays. L'amélioration de l'accès individuel à l'emploi productif est le principal moyen d'assurer une croissance inclusive et de réduire la pauvreté. L'emploi productif est facilité par des systèmes de production bien organisés qui rassemblent différentes compétences grâce à des marchés et des réseaux efficaces pour produire des produits de haute qualité (Hausman, et al., 2006).

La plupart des travailleurs des pays en développement sont vulnérables et exercent un travail familial non rémunéré ou un travail indépendant. Dans les pays à faible revenu, près de 90 % des travailleurs occupaient un emploi informel (International Labour Organization, 2019). Dans ces

pays, une plus grande proportion de femmes (92 %) que d'hommes (88 %) travaillent dans le secteur informel (International Labour Organization, 2019). En comparaison, seuls 18 % des travailleurs des pays à revenu élevé occupaient un emploi informel. Ces travailleurs n'ont souvent pas accès aux prestations de protection sociale, telles que les congés payés et les congés maladie payés, dont bénéficient les travailleurs dans des cadres de travail plus formels, ce qui augmente leur risque de tomber dans la pauvreté. Plus de la moitié (53 %) des personnes employées dans les pays en développement occupent des emplois précaires. Ces parts sont particulièrement élevées en Afrique subsaharienne (75 %) et en Asie du Sud (72 %) (PNUD, 2020, tableau de bord 1).

Tout comme les travailleurs occupant des emplois vulnérables, les revenus des travailleurs agricoles sont menacés par les catastrophes naturelles et d'origine humaine (p. ex., les pandémies comme la COVID-19, les phénomènes météorologiques défavorables, les attaques d'insectes, les conflits). De 1998 à 2017, 77 % des pertes économiques directes étaient attribuables à des catastrophes liées au climat, comme des inondations, des sécheresses, des vagues de chaleur et d'autres événements météorologiques extrêmes (Nations Unies, 2019). De 1998 à 2017, les pertes économiques dues aux catastrophes ont atteint 1,8 % du PIB dans les pays à faible revenu, contre seulement 0,4 % dans les pays à revenu élevé. La proportion de travailleurs dans l'agriculture des pays en développement était élevée (34 %), ce qui rend la main-d'œuvre de ces pays plus vulnérable. Cette part était particulièrement élevée pour l'Afrique subsaharienne (55 %) et l'Asie du Sud (42,7 %), alors qu'elle n'était que de 22,5 % en Europe et en Asie centrale.

L'inégalité causée par le changement technologique sera un défi majeur pour les marchés du travail (Wan et Wang, 2014). Les progrès de la génétique, de l'intelligence artificielle (IA), des nanotechnologies et de l'impression 3D influencent la façon dont les gens travaillent, vivent et socialisent. Ces tendances remodelent les économies et modifient l'organisation des marchés du travail et les structures professionnelles. L'automatisation et d'autres développements technologiques augmentent la demande de travailleurs qualifiés tout en réduisant la demande de travailleurs peu qualifiés, ce qui polarise le marché du travail. Ces changements sont visibles dans les pays en développement comme l'Inde, où les emplois manufacturiers sont polarisés par l'évolution technologique (Vashisht, 2018). La façon d'atténuer la diminution de la part du travail dans les revenus nationaux représente un défi majeur pour les décideurs politiques (Wan et Wang, 2014). Dans les pays en développement, seulement 32,5 % de la main-d'œuvre était qualifiée au cours de la période 2010-2018 (PNUD, 2020, tableau de bord 5). Dans les pays plus développés d'Europe et d'Asie centrale, 71,8 % de la

main-d'œuvre était constituée de travailleurs qualifiés. La proportion de ces derniers est particulièrement faible en Asie du Sud (20 %) et en Afrique subsaharienne (25,6 %).

Si le changement technologique profite aux travailleurs qualifiés et aux capitalistes au détriment des travailleurs moins qualifiés, il crée également des occasions pour des travailleurs auparavant marginalisés. Les TIC permettent aux entreprises d'offrir des possibilités de travail plus flexibles, plus attrayantes pour les femmes et les jeunes. Les entrepreneurs utilisent de plus en plus les TIC pour s'approvisionner en intrants et commercialiser des produits, ce qui leur permet d'atteindre un marché plus large. Les gouvernements peuvent faciliter les avantages des TIC en améliorant les infrastructures et en investissant dans l'éducation et la formation professionnelle. En leur absence, le fossé entre les pauvres et les plus privilégiés continuera de se creuser, car les pauvres sont laissés pour compte par les innovations.

■ Mesurer la pauvreté

Plusieurs facteurs limitent la mesure de la pauvreté, le premier étant le manque de données. Dans les pays où la pauvreté est la plus importante, la disponibilité des données permettant d'en identifier les causes est limitée. Bien que la pauvreté soit influencée par des situations de défavorisation systémiques et individuelle, les informations sur les exclusions systémiques (p. ex. l'accès à des écoles disposant d'enseignants qualifiés) sont limitées (Morales, Charvet, & Ordóñez, 2020). Étant donné que la pauvreté est multidimensionnelle et spécifique au contexte, des informations qualitatives sont nécessaires pour comprendre pleinement le comportement des ménages et la nature des situations de défavorisation. Les informations qualitatives peuvent également fournir de précieuses données sur différents types d'interventions culturelles, sociales et économiques, nécessaires pour réduire les vulnérabilités de différents groupes de population.

Deuxièmement, toutes les dimensions de la pauvreté ne sont pas facilement quantifiables. La dégradation de l'environnement nuit à la santé et aux moyens de subsistance des populations (Kassa, Teferi et Delelegn, 2018). Cependant, les informations disponibles sur la qualité de l'environnement sont limitées. De même, la variabilité du climat devient de plus en plus imprévisible, ce qui rend difficile la prise de décisions stratégiques pour développer les moyens de subsistance (Bangalore, Smith et Veldkamp, 2019). Les changements climatiques portent atteinte aux moyens de subsistance et au niveau de vie des populations de manière complexe, sous l'influence de problèmes systémiques interdépendants qui nécessitent des efforts collectifs et collaboratifs. Certaines lacunes dans les données au niveau national peuvent être comblées en

utilisant des données administratives et des indicateurs de substitution. Bien que ces informations puissent fournir une assez bonne compréhension des facteurs affectant la pauvreté, des données comparables entre pays et régions sont également nécessaires sur les différents niveaux et types de situations de défavorisation pour garantir que les politiques se concentrent sur les questions les plus critiques (Morales, Charvet, & Ordóñez, 2020).

Troisièmement, le changement technologique transforme la façon dont les gens vivent, travaillent et interagissent (OIT, 2017). Par exemple, la disponibilité de TIC abordables et faciles à utiliser a créé des marchés basés sur des plateformes (p. ex. Airbnb, Uber) qui fournissent de nombreux services différents (Institute of Policy Studies of Sri Lanka, 2019). Des innovations sont introduites, modifiant l'ensemble des capacités dont les personnes ont besoin pour accéder à un emploi productif et vivre une vie satisfaisante. Selon la Banque mondiale, deux tiers de tous les emplois dans les pays en développement sont susceptibles d'être automatisés (OIT, 2017). Les emplois sont remplacés et modifiés par les machines. Les mécaniciens automobiles, qui étaient des travailleurs peu qualifiés, ont besoin de meilleures compétences pour réparer les nouvelles voitures qui sont équipées de composants de haute technologie. De tels changements introduisent de nouvelles facettes aux déterminants déjà complexes de la pauvreté. En outre, les seuils qui déterminent les seuils de défavorisation dans les dimensions existantes sont également en train de changer. L'alphabétisation ou l'achèvement de l'éducation primaire ne suffit plus pour transcender la pauvreté, car des compétences plus élevées sont de plus en plus demandées pour accéder aux services publics (qui sont de plus en plus automatisés) et aux emplois.

Enfin, les profils épidémiologiques des pays évoluent rapidement. La charge de morbidité n'est plus seulement le fait maladies touchant les jeunes enfants et les femmes enceintes, mais également de maladies de longue durée qui touchent la population adulte. En outre, une plus grande connectivité rend les pays plus vulnérables aux maladies telles que la COVID-19. La mondialisation, l'évolution technologique, la dégradation de l'environnement et le vieillissement sont autant de facteurs qui contribuent à ces changements. Ces changements influencent la pauvreté par de nouveaux canaux. Étant donné que peu de données systématiques sont recueillies sur ces nouveaux types de maladies et leurs causes, il est nécessaire d'accorder une attention politique à ces nouveaux problèmes de santé.

■ **Des innovations sont introduites, modifiant l'ensemble des capacités dont les personnes ont besoin pour accéder à un emploi productif et vivre une vie satisfaisante.**

■

Éradiquer la pauvreté

Le monde a fait de grands progrès dans l'éradication de la pauvreté. Mais ce programme n'est pas terminé. À mesure que nous comprenons mieux la pauvreté et ses causes, il est de plus en plus évident qu'elle est influencée par des défavorisations et des exclusions interdépendantes qui ne peuvent être traitées que par des actions et des interventions collectives à différents niveaux. Les résultats du développement dans les pays et les groupes de population sont influencés par plusieurs pratiques historiques, normes sociales, lois et niveaux d'accès aux services. En outre, les défis de l'éradication de la pauvreté sont spécifiques au contexte et varient d'un endroit à l'autre. Un bon exemple est celui des défis auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles participent au marché du travail. Du côté de l'offre, des facteurs tels que les déficits de compétences, les problèmes de sécurité au travail et pendant les déplacements pour se rendre au travail, les problèmes de transport, les difficultés à concilier le travail et les activités de la vie courante dans des sociétés où les femmes sont considérées comme les principales dispensatrices de soins, et les normes socioculturelles qui découragent les femmes de participer aux activités du marché entravent leur participation à la population active. Du côté de la demande, entre autres, les salaires plus bas (par rapport aux hommes), la discrimination sur le lieu de travail, les lois de protection du travail qui rendent les travailleuses plus chères pour l'employeur, et les environnements de travail qui ne sont pas favorables aux femmes les dissuadent de travailler.

Compte tenu de ces contextes, les politiques visant à éradiquer la pauvreté devraient :

- Apprendre des pratiques exemplaires internationales en matière d'éradication de la pauvreté, adaptées aux contextes locaux. Les politiques d'éradication de la pauvreté devraient emprunter de multiples canaux (sociaux, politiques, économiques, etc.) qui influent sur les facteurs de défavorisation, plutôt que de dépendre de solutions rapides qui se concentrent sur un ou deux aspects. Par exemple, encourager la participation des femmes au marché du travail nécessiterait une combinaison de politiques visant à améliorer l'égalité de traitement des femmes sur le lieu de travail, à rendre les transports sûrs et abordables et à faciliter l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les politiques spécifiques nécessaires dépendront du contexte national/local. Les décideurs politiques devraient s'inspirer des pratiques exemplaires pour tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies afin de résoudre les vieux problèmes. W

- Donner la priorité aux domaines qui ont une influence plus large sur la réduction de la pauvreté. Par exemple, investir dans l'éducation permettra non seulement d'améliorer les résultats scolaires, mais aussi de contribuer à la santé et à l'emploi. Les services qui ont une influence plus large sur la lutte contre la pauvreté devraient être prioritaires.
- Il faut être attentifs aux dimensions émergentes des facteurs de défavorisation ainsi qu'à celles qui existent déjà. L'amélioration de l'accès aux infrastructures des TIC peut aider à trouver de nouvelles solutions à de vieux problèmes. Ces services qui pourraient favoriser des innovations pour réduire la pauvreté devraient être prioritaires.

Améliorer la réussite en éducation

Tout en comblant les lacunes qui subsistent dans le domaine de l'éducation, il convient également d'accorder une plus grande attention à l'amélioration des résultats d'apprentissage et à l'accroissement de la qualité de l'enseignement. Des enseignants de qualité et des écoles bien équipées sont essentiels pour améliorer la qualité de l'éducation. Les pays en développement doivent être soutenus et encouragés à investir pour développer, recruter et déployer des enseignants de qualité dans toutes les écoles. Les données montrent que même dans les pays qui ont fait des progrès en matière de résultats scolaires, les écoles manquent d'enseignants de bon niveau en raison d'infrastructures médiocres pour la formation des enseignants et de problèmes de recrutement et de déploiement des enseignants (Arunatilake et Abayasekara, 2017).

Des efforts concertés doivent être déployés pour apprendre des pratiques exemplaires en matière de formation et de déploiement des enseignants, et fournir aux écoles les ressources nécessaires pour améliorer l'efficacité des processus d'enseignement et d'apprentissage. La technologie et les programmes d'enseignement à distance

sont utilisés efficacement dans certains systèmes éducatifs pour fournir une éducation de qualité aux enfants des zones rurales (Khumalo, 2018). Encourager de telles innovations pourrait accélérer l'amélioration de l'accès. Des évaluations périodiques des ressources des écoles, de la qualité et de l'adéquation des enseignants et des résultats d'apprentissage des enfants devraient être effectuées afin que les politiques puissent être évaluées et améliorées. Il s'agit d'une étape essentielle, car des initiatives mal mises en œuvre pourraient entraîner une augmentation des inégalités entre les écoles (Arunatilake et Jayawardena, 2014).



Les pays en développement doivent être soutenus et encouragés à investir pour développer, recruter et déployer des enseignants de qualité dans toutes les écoles.



Comme pour l'éducation, le monde a fait des progrès impressionnants dans l'amélioration des résultats en matière de santé. Mais les nouveaux problèmes de santé tels que la malnutrition et les maladies non transmissibles compromettent ce succès. Une plus grande attention devrait être accordée à la conception de politiques visant à améliorer les nouveaux défis sanitaires tels que la malnutrition et la réduction des facteurs de risque de maladies non transmissibles (OMS, 2013). Dans de nombreux pays en développement, les infrastructures sanitaires sont axées sur l'amélioration de la santé des mères et des enfants. La capacité des systèmes de santé à prévenir et à traiter les nouveaux problèmes de santé doit se développer.

Des informations sur la prévalence de différents types de maladies doivent être collectées, afin que les décideurs politiques disposent de meilleures données sur les domaines nécessitant une attention particulière. Cela peut se faire en utilisant une combinaison de méthodes telles que des enquêtes périodiques et des données administratives. Dans de nombreux pays, les données générées dans les hôpitaux ne sont pas complètes en raison d'un enregistrement incorrect. En outre, les données générées ne peuvent pas être facilement utilisées en raison des méthodes de saisie manuelle. Il convient de développer des initiatives visant à renforcer et à moderniser la production de données dans les établissements de soins de santé à différents niveaux, ainsi qu'à renforcer la capacité locale à utiliser efficacement ces données pour informer les décideurs politiques. Cela pourrait contribuer à une meilleure connaissance des profils épidémiologiques d'un pays. Il convient de soutenir l'utilisation des innovations technologiques pour suivre et contrôler les résultats en matière de santé et mettre les services de santé à la portée des gens (Joseph-Shehu, Ncama, Mooi et Mashamba-Thompson, 2019). Actuellement, ces innovations sont principalement utilisées dans les pays développés, mais elles peuvent être particulièrement efficaces pour réduire le fardeau des maladies non transmissibles, car les soins aux maladies non transmissibles impliquent un suivi régulier des symptômes.

Améliorer l'accès à un emploi de qualité

L'accès à de bons emplois est le meilleur moyen d'améliorer les résultats du développement. Les développements technologiques modifient constamment le monde du travail. Les travailleurs hautement qualifiés et les capitalistes bénéficient principalement des changements technologiques (Wan et Wang, 2014). Pour rendre plus inclusive la croissance induite par le changement technologique, il est nécessaire d'investir dans l'enseignement supérieur et les infrastructures afin d'améliorer les compétences des travailleurs. Il faut encourager les

investissements qui créent de meilleurs emplois (Gasparini et Cruces, 2013; Schwab, 2019).

L'accès à la formation professionnelle et à l'enseignement universitaire doit être élargi en améliorant la qualité de l'enseignement dispensé par les institutions existantes, en mobilisant des ressources privées et publiques pour développer les installations d'enseignement supérieur et en aidant les étudiants à accéder à des programmes d'enseignement supérieur de qualité. Une combinaison de lois du travail archaïques, de normes sociales et de problèmes d'infrastructure rend l'accès à un emploi de qualité plus difficile pour les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés. Ces goulots d'étranglement dans l'amélioration de l'accessibilité et de la flexibilité des emplois devraient être identifiés et corrigés pour améliorer l'accès. La technologie peut être utile pour créer des emplois qui permettent de surmonter certains des obstacles mentionnés précédemment pour accéder à un emploi de qualité. (Suhaida, Nurulhuda et Yap, 2013). Les politiques devraient tirer des enseignements de ces innovations.

Améliorer l'évaluation et le développement des programmes de lutte contre la pauvreté

Une meilleure information et une meilleure connaissance des causes de la pauvreté et de la manière dont elle porte atteinte aux populations sont nécessaires pour l'atténuer. L'éradication de la pauvreté devient insaisissable; sa nature change constamment. Certains aspects de la pauvreté, comme la sécurité, la sensibilité aux changements climatiques et la dégradation de l'environnement, sont moins faciles à mesurer. Mais des mesures comparables, qualitatives ou quantitatives, sont utiles pour attirer l'attention des politiques. Alors que nous luttons pour éradiquer les privations en matière de besoins fondamentaux, ces nouvelles dimensions ralentissent les progrès dans la lutte contre la pauvreté. Les phénomènes météorologiques défavorables ou les conflits peuvent détruire les habitations et les moyens de subsistance, et miner les services publics (Leichenko et Silva, 2014).

Une meilleure compréhension des différents canaux par lesquels la pollution, les conflits et les changements climatiques influent sur la pauvreté, ainsi que la recherche de moyens efficaces pour faire face à ces chocs négatifs sont des moyens importants pour une réduction durable de la pauvreté. Des initiatives doivent être mises en place pour recueillir des informations régulières sur ces mesures au niveau local. Bien qu'il soit important de disposer de données comparables au niveau mondial pour évaluer les niveaux de pauvreté relative, une variété de données qualitatives et de données administratives pourrait aider à comprendre les privations dans différentes dimensions. En aidant les instituts de

recherche nationaux à utiliser ces données, on peut contribuer à combler les lacunes.

Les innovations en matière de technologie numérique (p. ex. les images satellites) et les données générées par les TIC peuvent générer des connaissances qui fournissent des informations précieuses. Associé à des données d'enquête, cela peut générer des connaissances sur les privations dans différentes dimensions. La capacité des institutions de recherche et des agences statistiques locales à utiliser ces informations pour générer des connaissances doit être renforcée.

■ References

Arunatilake, N., & Abayasekara, A. (2017). *Are there good quality teachers for all class rooms in Sri Lanka?* Colombo: Institute of Policy Studies of Sri Lanka.

Arunatilake, N., & Jayawardena, P. (2014). *School Funding Formulas in Sri Lanka*. Retrieved from UNESDOC Digital Library: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000225944>

Bangalore, M., Smith, A., & Veldkamp, T. (2019). Exposure to Floods, Climate Change, and Poverty in Vietnam. *Economics of Disasters and Climate Change*, 79–99.

Bloeck, M. C., Galiani, S., & Weinschelbaum, F. (2019). Poverty alleviation strategies under informality: evidence for Latin America. *Latin American Economic Review*, 1-48.

Chaudhary, R., & Verick, S. (2014). *Female Labour Force Participation in India and Beyond*. Delhi: International Labour Organization.

Desire2learn. (2018). *The future of work and learning - In the age of the 4th industrial revolution*. London: Desire2learn.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2018). *Tackling Poverty and HUNger through Digital Innovation*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Food and Agriculture Organization of the United States. (2019). *Addressing the Climate Change and Poverty Nexus*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United States.

Gasparini, L., & Cruces, G. (2013). Poverty and Inequality in Latin America: A Story of two Decades. *Journal of International Affairs*, 51-63.

Hausman, R., Hidalgo, C., Bustos, S., Coscia, M., Chung, S., Jimenez, J., . . . Yildirim, M. (2006, April 1). *The Atlas of Economic Complexity: Mapping Paths to Prosperity*. Retrieved from https://oec.world/static/pdf/atlas/AtlasOfEconomicComplexity_Part_I.pdf: Center for International Development at Harvard University. Retrieved from The Observatory of Economic Complexity: https://oec.world/static/pdf/atlas/AtlasOfEconomicComplexity_Part_I.pdf

Institute of Policy Studies of Sri Lanka. (2019). *Sri Lanka: State of the Economy - Transforming Sri Lanka's Economy in the Fourth Industrial Revolution*. Colombo: Institute of Policy Studies of Sri Lanka.

International Labour Organization. (2017). *Inception Report for the Global Commission on the Future of Work*. Geneva: International Labour Organization.

International Labour Organization. (2019). *World Employment Social Outlook*. Geneva: International Labour Organization.

Joseph-Shehu, E. M., Ncama, B. P., Mooi, N., & Mashamba-Thompson, T. P. (2019). *The use of information and communication technologies to promote healthy lifestyle behaviour: a systematic scoping review*. London: BMJ Open. doi:org/10.1136/bmjopen-2019-

Kassa, G., Teferi, B., & Delelegn, N. (2018). The Poverty - Environment Nexus in Developing Countries: Evidence from Ethiopia: A Systematic Review. *Asian Journal of Agricultural Extension, Economics & Sociology*, 24(3), 1-13. doi:<https://doi.org/10.9734/AJAEES/2018/39310>

Katayama, R., & Divyanishi, W. (2020, April 26). *Half of the World's Poor Live in just 5 Countries*. Retrieved from World Bank Blogs: <https://blogs.worldbank.org/opendata/half-world-s-poor-live-just-5-countries>

Khumalo, S. S. (2018). Improving Student Success Rate in Open Distance Learning Settings through the Principle of Constructive Alignment. In M. Sinecen, *Trends in E-learning* (pp. 31-40). London: IntechOpen. doi:10.5772/intechopen.75637

Leichenko, R., & Silva, J. A. (2014). *Climate Change and Poverty: Vulnerability, Impacts, and Alleviation Strategies*. New York: WIREs Clim Change. doi:10.1002/wcc.287

Morales, M., Charvet, E., & Ordóñez, A. (2020, April 1). *Collective capabilities for the Decade of Action*. Retrieved from Southern Voice: <http://southernvoice.org/wp-content/uploads/2020/03/Collective-Capabilities.pdf>

Rodrik, D. (2000). Growth versus Poverty Reduction: A Hollow Debate. *Finance and Development*, 37(4).

Sabina, A., & Gisela, R. (2017, June). *Global Multidimensional Poverty Index 2017*. Retrieved from Oxford Poverty and Human Development Initiative: https://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/B48_Global_MPI_2017_2-pager_online.pdf

Schwab, K. (2019). *The Global Competitiveness Report 2019*. Geneva: World Economic Forum.

Suhaida, M. A., Nurulhuda, M. S., & Yap, S.-F. (2013). Access to ICT as Moderating Factor to Women's Participation in the Labour Force: A Conceptual Framework. *International Journal of Trade, Economics and Finance*, 197-201.

The World Bank. (2020, April 2). *The World Bank*. Retrieved from MDG Progress Status: <http://datatopics.worldbank.org/mdgs/compare-trends-and-targets-of-each-mdg-indicator.html>

United Nations Development Programme. (2020, March 17). *About Human Development*. Retrieved from Human Development Reports: <http://www.hdr.undp.org/en/humandev>

United Nations Development Programme and Oxford Poverty and Human Development Initiative. (2019). *Global Multidimensional Poverty Index 2019*. London: Oxford Poverty and Human Development Initiative.

United Nations. (1995). *Report of the World Summit for Social Development*. New York: United Nations.

United Nations. (2015). *The Millenium Development Goals Report*. 2015: United Nations.

United Nations. (2019). *Sustainable Development Goals Report 2019*. New York: United Nations.

United Nations Children's Fund (UNICEF). (2013). *Improving Child Nutrition*. New York: United Nations Children's Fund (UNICEF).

United Nations Development Programme. (2011). *Human Development Report 2011*. New York: United Nations Development Programme.

United Nations Development Programme. (2020, March 16). *Human Development Reports*. Retrieved from Human Development Index trends, 1990–2018: <http://hdr.undp.org/en/content/table-2-human-development-index-trends-1990%E2%80%932018>

Vashisht, P. (2018). Destruction or Polarization: Estimating the Impact of Technology on Jobs in Indian Manufacturing. *The Indian Journal of Labour Economics* volume, 227–250.

Wan, G., & Wang, C. (2014). *Poverty and inequality in Asia, 1965-2014*. Helsinki: UNU-Wider.

World Bank. (2017). *Monitoring Global Poverty - Report of the Commission of Global Poverty*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2018). *Piecing together the Poverty Puzzle*. Washington, DC: The World Bank.

World Economic Forum. (2019). *The Global Competitiveness Report 2019*. Geneva: World Economic Forum.

World Health Organization. (2013). *Global Action Plan for the Prevention and Control of Noncommunicable Diseases*. Geneva: World Health Organization.



Southern Voice
Website: www.southernvoice.org
E-mail: info@southernvoice.org

Fondé en 2012, Southern Voice est un réseau de 51 groupes de réflexion d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il contribue au dialogue mondial sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. L'objectif ultime de Southern Voice est de remédier à l'«asymétrie des connaissances» et au «déficit de participation» existant dans le dialogue sur le développement. Pour ce faire, elle produit, promeut et diffuse des analyses politiques fondées sur des données probantes réalisées par des chercheurs des pays du Sud.

À propos de l'auteur :

Nisha Arunatilake est directrice de recherche à l'Institut d'études politiques du Sri Lanka (IEP).

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Contient des informations visées par la [Licence du gouvernement ouvert – Canada](#).

La présente note de politique a été réalisée à l'aide du soutien financier du gouvernement du Canada fourni par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

L'exactitude de l'information et des commentaires engagé uniquement la responsabilité des auteurs. Le contenu de cette publication ne reflète d'aucune façon la position ou les politiques officielles du gouvernement du Canada et ne reflète pas nécessairement les opinions de Southern Voice ou de toute autre organisation à laquelle les auteurs sont affiliés. Veuillez noter que certaines ressources citées dans cette note de politique peuvent ne pas exister dans les deux langues officielles.